

Par Babak Kia

Une répression terrible

Le 8 janvier, la République islamique d'Iran (RII) a instauré un black-out numérique et a ainsi pu se livrer à un massacre à huis clos. Les vidéos qui ont néanmoins circulé témoignent de l'ampleur de la répression, avec notamment l'usage d'armes de guerre par le pouvoir. Il a également eu recours, comme déjà en 2009, à des mercenaires étrangers. Depuis le 8 janvier, les villes sont totalement quadrillées dans ce qui s'apparente à un état de siège.

De hauts responsables du régime reconnaissent la mort de 5 000 personnes. Ce bilan pourrait être en fait beaucoup plus lourd. Des témoignages précis d'employés de cimetières indiquent que des milliers de corps sont jetés dans des fosses communes. L'Organisation de défense des droits humains (HRANA) authentifie la mort de 3 919 personnes, et recoupe les informations concernant 8 939 autres cas. De nombreuses familles sont à la recherche de leurs proches disparus, elles sont souvent obligées de payer pour récupérer les corps, et doivent signer un papier indiquant que la victime était un agent d'Israël. Toutes ces familles subissent des pressions immenses, certaines ont dû passer aux aveux forcés en direct à la télévision. HRANA a répertorié également 24 669 arrestations, et ce chiffre n'est pas définitif.

Dans le même temps, en réponse aux allégations de Trump concernant la suspension de l'exécution de 800 détenus, le procureur de Téhéran maintient que la réponse du régime « sera ferme, dissuasive et rapide », ajoutant au passage que « Trump dit beaucoup de bêtises ».

Plus illégitime que jamais, la RII opère une des pires répressions de son histoire sanglante.

Les grandes manœuvres

Le Guide Khameneï attribue la responsabilité de ce bain de sang à Donald Trump alors que celui-ci avait remercié quelques jours plus tôt les dirigeants iraniens d'avoir suspendu les exécutions.

Les menaces d'une intervention US se sont momentanément éloignées, notamment sous la pression des pétromonarchies du Golfe et de l'État d'Israël. Les États du Golfe s'inquiètent de l'instabilité régionale qu'une telle intervention pourrait générer, mais elles craignent surtout que la RII riposte en obstruant le détroit d'Ormuz par lequel transit près de 30% du pétrole mondial. Quant à Israël, son stock de missiles intercepteurs a été fortement entamé lors de la guerre de juin dernier, ce qui fragilise son « dôme de fer ». Enfin, et cela au grand dam des monarchistes et des courants de droite favorables à une intervention impérialiste.

Les prises de positions de façade de Trump et Nénanyahou en faveur du soulèvement en Iran ne sont pas à prendre à la lettre. Washington cherche d'abord à obtenir à moyen terme un changement de leadership à Téhéran plutôt qu'un changement de régime.

Le soutien verbal apporté par Trump aux manifestantEs a pour but de faire pression sur la RII, dans le cadre des négociations sur son programme nucléaire et balistique, ainsi que le vente de pétrole à la Chine.

La RII n'est pas un Etat anti-impérialiste.

La RII a collaboré avec l'impérialisme US à maintes reprises, que ce soit en Irak ou en Afghanistan. Son opposition à l'ordre impérialiste dans la région et à l'État d'Israël, c'est avant tout destinée à défendre ses propres intérêts de puissance régionale. Certes, la RII finance des forces de résistance en Palestine, les Houtis au Yémen, diverses milices en Afghanistan, en Irak, au Liban et en Syrie. Mais il s'agit davantage pour elle de parvenir à instrumentaliser et caporaliser ces mouvements que de soutenir la lutte des peuples pour leur

autodétermination. Cette politique n'a rien de progressiste, elle est en miroir des agissements d'États comme l'Arabie Saoudite. Elle attise les tensions sectaires dans la région.

Dans un débat par presse interposée qui a eu lieu en octobre dernier en Iran, un quotidien lié au régime, expliquait que « *l'attaque du 7 octobre d'Israël et le sacrifice du peuple palestinien avait permis de protéger la République islamique d'Iran* ». Cette position exprime de manière assez simple le rôle que le régime confère aux luttes des peuples et aux organisations qu'il finance. Quand le Hamas a pris position contre le régime Assad en Syrie, la RII a divisé par deux le financement accordé à l'organisation palestinienne. C'est ce lien de subordination qu'instaure la RII avec les factions qu'elle finance.

La RII partage avec Trump, Nétanyahou et les classes dominantes, la volonté d'écraser les revendications sociales et démocratiques de la jeunesse, des femmes, des minorités nationales et des travailleurs/euses d'Iran.

Les discours des soutiens de Trump, Netnayahou et consorts alimentent le campisme et le complotisme, niant la capacité des peuples d'Iran à être maîtres de leur destin. La surexposition des monarchistes dans les médias occidentaux ne fait que renforcer ce type de positions.

Le régime iranien, une dictature capitaliste et théocratique

Les campistes nient la nature dictatoriale de la mollahrchie et le caractère sanglant de sa répression. Ils nient le caractère catastrophique de la situation sociale et politique du pays, et que que 60% d'iranienEs, vivent sous le seuil de pauvreté, subissant une exploitation et des oppressions violentes. Enfin, en expliquant que les soulèvements répétés des peuples d'Iran sont téléguidés par des puissances étrangères, les différents courants campistes et complotistes nient les aspirations sociales et démocratiques des peuples d'Iran. Ils se rangent du côté de la RII, du côté de l'oligarchie militaro-théocratique et des crimes qu'elle commet depuis 47 ans.

La RII partage avec Trump, Nétanyahou et les classes dominantes, la volonté d'écraser les revendications sociales et démocratiques de la jeunesse, des femmes, des minorités nationales et des travailleurs/euses d'Iran.

Combattre les royalistes, partisans d'une intervention US

Nulle part, une intervention impérialiste n'a débouché sur une solution émancipatrice. Il suffit de voir dans quelle situation se trouvent aujourd'hui l'Irak, la Libye ou l'Afghanistan. Par ailleurs, les bombardements de juin dernier ont provoqué un arrêt des mobilisations sociales en cours et permis à la RII d'accroître la répression à l'égard des activistes.

La position des royalistes est dans la continuité de celle du pouvoir monarchique chassé par la révolution de 1979. Celui-ci était le gendarme des USA dans la région, et défendait les intérêts de l'impérialisme.

En retour, le Shah et sa cour avaient pu faire main basse sur les richesses du pays et se sont enrichis sur le dos des peuples d'Iran. La monarchie iranienne a mené une politique coloniale et grand perse, contre les autres peuples d'Iran (kurdes, baloutches, azéris, lors, ou arabes).

Ce régime était une dictature. Les opposantEs, surtout de gauche, étaient arrêtéEs, torturéEs, certainEs exécutéEs, d'autres pousséEs à l'exil. Le dernier Shah a largement favorisé l'ascension des courants intégristes et de Khomeiny. Il est en partie responsable de la situation dans laquelle se trouve l'Iran actuellement.

Il n'est donc pas étonnant que les monarchistes bénéficient aujourd'hui de moyens financiers colossaux, et d'une surexposition médiatique. Reza Pahlavi, le fils de l'ancien Shah, a des proximités politiques avec Netnayahou et l'extrême-droite internationale. Il n'a rien d'un démocrate. Il a une vision très centralisatrice et verticale du pouvoir. Sur le plan économique et social, c'est un néolibéral patenté.

Ses gesticulations médiatiques, comme celles de Trump et Netnayahou aident les mollahs à présenter la répression du soulèvement comme une lutte contre les complots étrangers.

Si en Iran même, des slogans en faveur de Pahlavi sont scandés, cela reflète avant tout le vide politique produit par l'élimination de générations de militantEs progressistes et le désespoir que cela génère dans une partie de la population. Mais cela ne doit pas occulter le fait que les manifestantEs scandent massivement des slogans contre tout pouvoir despote que qu'il soit monarchique ou mollahique.

Développer la solidarité internationale par en bas

Face aux campistes et aux courants favorables à l'impérialisme nous devons soutenir activement les luttes par en bas, les activistes, les mouvements sociaux et réseaux militants et syndicaux nombreux en Iran. Nous devons soutenir les revendications d'égalité, de justice sociale, de liberté portées par les militantEs de l'intérieur. Pour les internationalistes et révolutionnaires, la libération des peuples d'Iran ne peut venir que de l'intérieur du pays et des luttes.